



Paris, le 19 mars 2012

Monsieur Hollande, nous sommes aujourd'hui dans vos murs, suite à votre invitation, étant entendu que le souhait que nous avons exprimé dans nos courriers du 17 janvier 2012 et du 29 février 2012 était de vous rencontrer en région afin d'associer les salariés travaillant à Fessenheim. Nous considérons que si vous aviez consenti à ce déplacement, cela aurait montré l'importance que vous accordiez à notre situation.

Nous venons vous déclarer notre indignation, et le mot n'est pas assez fort, d'avoir appris par les médias qu'au détour d'un accord EELV/PS vous annoncez la fermeture de Notre Centrale que vous qualifiez de « vieille ».

Cette affirmation a été portée alors même que nous achevons une année de travaux titanesques avec le changement d'un grand nombre de composants dans le cadre de la réévaluation du niveau de sûreté au standard le plus élevé.

Dans le même temps, le garant de l'indépendance nucléaire en France, l'Autorité de Sûreté Nucléaire, avait déjà accordé la poursuite de l'exploitation de la tranche 1 de Fessenheim. Actuellement les dossiers d'analyse relatifs à la tranche 2 sont en cours d'étude.

Fessenheim c'est 680 salariés, 200 prestataires permanents, et pendant un Arrêt de Tranche jusqu'à 2000 personnes sur le site. Un vrai poumon pour le bassin économique Alsacien, dans une période de crise où nous n'avons pas le droit de fragiliser les familles, les industries et les collectivités locales.

Alors OUI, Monsieur Hollande, en tant que Représentants du Personnel de Fessenheim, nous venons vous exprimer l'indignation, la colère des salariés EDF et Prestataires de notre Unité et vous demander, quelle sera votre Politique Énergétique si vous êtes élu Président de la République ?

Nos préoccupations :

- Selon vous, comment préserver la légitimité de l'Autorité de Sûreté Nucléaire au travers de cette décision politique ?
- A trois reprises, le 13 mars 2012, nous avons pu lire dans la presse* « la fermeture de Fessenheim prendra un peu de temps » ; et encore le 16 mars nous lisons à notre sujet « Ils font un travail utile à la France, utile à l'industrie nucléaire ; et qu'ils vont le poursuivre d'une autre façon ... d'abord parce que la centrale ne fermera pas tout de suite, ensuite parce que le démantèlement en sera organisé. Aucun salarié de Fessenheim ne perdra son emploi, et il le gardera sur place. » ; pourriez-vous nous préciser le sens de ces déclarations ?

**Références des articles évoqués :*

Le 13 mars paru dans L'Alsace (Editorial de P. Fluckiger et article rubrique « Nos informations »

Le 13 mars paru dans les Dernières nouvelles d'Alsace

Le 16 mars paru dans les Dernières Nouvelles d'Alsace

- Enfin, nous attendons de vous, si vous êtes élu Président de la République, que vous prononciez un moratoire sur la décision de fermeture du site de Fessenheim afin que notre outil de travail ne soit pas utilisé comme un symbole mais qu'il soit considéré, tout comme le fait l'ASN dans son rapport du 4 janvier 2012, comme toute autre Centrale du Parc Nucléaire Français.

Ceci permettrait de traiter la problématique de la politique énergétique dans son ensemble lors du Débat Public sur l'Energie que nous vous demandons d'engager.

Pour nous, salariés de Fessenheim, cela lèverait enfin le sentiment de « prise d'otage » généré par le contexte électoral dans lequel vos décisions sont annoncées.

Pour conclure, Monsieur Hollande, nous voulons nous faire écho de la déception et de la stupéfaction de l'ensemble des salariés du site face à cette posture visant à laisser pour lettre morte l'ensemble de nos sollicitations. Elle n'augure pas d'un futur dialogue social de qualité.

Les Représentants CFDT, CFE-CGC, FO du Personnel de la Centrale Nucléaire de Fessenheim